

Devlop'

Le Journal de Louvain Coopération

**LES CHEMINS
VERS L'AUTONOMIE**



Soutenir la jeunesse, c'est investir dans l'avenir

L'insertion socioprofessionnelle des jeunes ne se résume pas à leur apprendre un métier ou à les aider à trouver un emploi. Elle consiste aussi à créer les conditions pour qu'ils puissent prendre leur place dans la société, gagner en autonomie et construire un projet de vie durable. Cet enjeu est d'autant plus important qu'à l'échelle mondiale, environ un jeune sur cinq n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation, et que l'accès à un travail stable demeure particulièrement difficile pour les jeunes les plus vulnérables.

Chez Louvain Coopération, nous faisons le choix d'un accompagnement global. Tout commence par l'écoute : comprendre le parcours du jeune, ses aspirations, ses compétences, mais aussi ses fragilités, puis les mettre en regard des réalités du marché local. Viennent ensuite l'orientation, l'accompagnement psychosocial, l'apprentissage d'un métier, le développement des compétences humaines, l'entrepreneuriat et les compétences numériques. Lorsque l'auto-emploi est la voie la plus réaliste, l'accès aux équipements, au coaching et au suivi après la formation devient essentiel.

Nos expériences à Kinshasa et Bukavu montrent qu'une insertion durable se construit dans le temps et avec tout un écosystème : jeunes, familles, psychologues, éducateurs, maîtres artisans, entreprises, autorités et partenaires locaux. Nos projets Tremplin vers un emploi décent et Elenge na Mosala illustrent cette approche : ils ont permis à des jeunes en situation de grande vulnérabilité de développer des compétences, d'accéder à des activités génératrices de revenus et de retrouver confiance dans leur capacité à agir sur leur avenir.

Notre plus-value tient précisément dans cette approche intégrée et individualisée : ne pas seulement transmettre des compétences, mais aider chaque jeune à transformer ses compétences en perspectives réelles. Soutenir l'insertion socioprofessionnelle, c'est permettre à des jeunes souvent confrontés à l'exclusion de devenir des acteurs économiques, sociaux et citoyens à part entière.



Elie NSANA MUTAPAYI,
Expert en entrepreneuriat
pour Louvain Coopération à Kinshasa

BÉNIN, RDC, BOLIVIE, HAÏTI

**JEUNESSE :
LES CHEMINS VERS L'AUTONOMIE**

4>9



BELGIQUE

**LE DERNIER MOT
DU PRÉSIDENT**

12



**ALL :
UN NOUVEL ESPACE
POUR COMPRENDRE
LE MONDE ET AGIR
AUTREMENT**

13



Devlop'

Le journal de Louvain Coopération [N°23 - OCTOBRE 2026]

Avenue de Cîteaux 114
1348 Louvain-la-Neuve
tél: +32 010 390 300
info@louvaincooperation.org
www.louvaincooperation.org
TVA: BE 0422 717 486

Editeur resp. : Louvain Coopération
Rédaction : C. Baggio, T. de Waha,
E. Nsana, E. Stainier.
Crédits photos : Kaze Com,
Esperanza Bolivie, CJA.



Nous vivons sur une planète dont les ressources sont limitées. Pour cette raison toutes les publications de Louvain Coopération sont imprimées sur du papier pefc (programme européen de gestion durable des forêts) avec des encres végétales.

BURUNDI

Quand les associations locales transforment l'environnement et l'hygiène

Reboiser des collines dégradées, protéger les rivières, construire des latrines scolaires et changer durablement les comportements : c'est le pari relevé par le projet PASCALE-B à travers un soutien aux organisations locales burundaises.

Après quatre années de travail acharné autour de l'environnement au Burundi, il est l'heure de tirer le bilan du projet PASCALE-B, financé par l'Union européenne. Depuis 2022, il a permis à Louvain Coopération et ses partenaires d'accompagner 80 Organisations de la Société Civile (OSC) burundaises actives dans le domaine de l'écologie, de former leurs membres dans différents domaines et de mener à bien 16 initiatives très concrètes proposées et portées par des structures locales en faveur de l'environnement.

« Accompagner les OSC dans la mise en œuvre de leurs subventions n'a pas toujours été un exercice facile : certaines organisations ont montré des réticences en matière de transparence financière, rendant l'accompagnement plus exigeant », commente Jean Claude Nkeshimana, responsable du projet pour Louvain Coopération. « Mais grâce à un suivi formatif rapproché, la majorité des OSC a pu être coachée efficacement et mener à bien ses activités »



Des résultats visibles

Dans plusieurs provinces du pays, les résultats sont visibles sur le terrain. Les projets soutenus ont notamment permis la plantation de centaines de milliers d'arbres forestiers, agroforestiers (associés à l'agriculture) et fruitiers.

RUTANA

16,1 HA
REBOISÉS.

80 KM
DE COURBES
DE NIVEAU VÉGÉTALISÉS.

MAKAMABA

213 000 PLANTS
DISTRIBUÉS AUX MÉNAGES.

KIRUNDO

70 000 PLANTS
POUR RESTAURER LES ABORDS DU LAC COHOHA.

Des interventions ont également renforcé la protection des bassins versants et des zones riveraines. Des kilomètres de berges ont été stabilisés grâce aux plantations de bambous et aux ouvrages antiérosifs, afin d'améliorer la résilience des territoires face à la dégradation des sols et aux effets du changement climatique.



De l'eau et des latrines dans les écoles

PASCALE-B agit aussi là où l'impact est immédiat : l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Dans les écoles, des dizaines d'infrastructures ont été construites ou réhabilitées : blocs de latrines, systèmes de collecte des eaux de pluie, adduction, dispositifs de lavage des mains et kits de propreté. À titre d'exemple, un projet à Kirundo a équipé en sanitaires des établissements accueillant plus de 1 650 élèves, tandis qu'à Musongati, de nouveaux blocs sanitaires et un réservoir de 10 000 litres d'eau ont amélioré les conditions d'apprentissage.

Le changement passe aussi par les comportements. Plus d'une centaine de clubs environnementaux ont été mis en place dans les écoles pour sensibiliser les jeunes. Des campagnes de sensibilisation communautaires ont touché plusieurs milliers de personnes, souvent avec une forte participation des femmes et des jeunes. Dans certains projets, l'adoption des bonnes pratiques a progressé de manière spectaculaire, passant par exemple de 45 % à 75 % dans les thématiques liées à la préservation et restauration des ressources naturelles.

Autre effet positif : son ancrage local. En s'appuyant sur les organisations de la société civile, PASCALE-B a favorisé la création de groupements de gestion forestière, comités WASH (Eau, Hygiène et Assainissement) et chaînes de solidarité commu-

nautaire, qui ont notamment permis la distribution de chèvres, porcs ou autres appuis économiques pour renforcer la pérennité des acquis. « Les financements accordés ont permis de belles avancées dans la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, un apport très bien accueilli tant par les OSC elles-mêmes que par l'administration territoriale et les services techniques déconcentrés, face à des défis environnementaux locaux réels », dit encore Jean Claude.

Sur le long terme, ce sont aussi des ASBL initiées aux techniques de plaidoyer et décidées à faire bouger les lignes sur les enjeux les plus cruciaux.

Derrière les chiffres, ce sont surtout des communautés mieux organisées, des paysages restaurés et des écoles plus saines qui témoignent de l'impact concret du projet. PASCALE-B montre ainsi qu'un financement de proximité peut devenir un puissant levier de transformation environnementale et sociale.



KINSHASA

Au cœur de la reconstruction des enfants en situation de rue

Comment permettre à un enfant de se reconstruire et de grandir quand il a vécu le pire ? Cette question traverse quotidiennement les équipes qui accompagnent les enfants et jeunes en situation de rue à Kinshasa. Depuis plus de 10 ans, Louvain Coopération développe une approche psychosociale fondée sur une prise en charge globale des jeunes. Un accompagnement indispensable pour leur permettre de se reconstruire et de se projeter dans l'avenir. Elle est soutenue dans cette démarche par l'asbl Terres Rouges.



« L'aspect psychosocial du travail mené au sein des institutions d'accueil est essentiel. Ces jeunes ont vécu des traumatismes, des situations de violence, d'exploitation à la fois économique et sexuelle. Donc, s'il n'y a pas un travail réalisé pour les reconstruire sur le plan psychique, il n'y a pas de projection possible pour eux dans leur futur. » Depuis dix-sept ans, Hermann Hesso et Eric Messens, respectivement directeurs des antennes béninoise et belge de l'asbl Terres Rouges, portent cette conviction. Elle leur a permis de développer une expertise pointue en la matière, qu'ils s'efforcent de diffuser.

Aujourd'hui, beaucoup de centres d'accueil, à Kinshasa ou ailleurs, souhaitent mettre en place un travail psychosocial, mais ils ne sont pas toujours bien outillés pour le mener à bien. « L'approche psychosociale est un travail en profondeur, qui se construit pas à pas, au fil de la relation de confiance. Elle implique que les personnes qui encadrent l'enfant soient professionnellement outillées. Une des dimensions, par exemple, est de pouvoir supporter les versions successives du récit de l'enfant - des « mensonges » destinés à le protéger - ou encore ses comportements difficiles. Tout cela demande une disposition morale et professionnelle très particulière », expliquent les spécialistes.



Une disposition qui permet d'éviter les nombreux écueils du parcours d'accompagnement :

« Des enfants qu'on éjecte, qu'on punit, qu'on oublie, qu'on range dans des catégories (les paresseux, les voleurs, les menteurs...). Notre travail, c'est de les sortir des catégories sociales en faisant du cas par cas, ce qui demande des équipes fortes, où l'on travaille tous ensemble. »

Construire, avec les institutions

Louvain Coopération et d'autres associations actives auprès des jeunes de Kinshasa ont entamé aux côtés de Terres Rouges, grâce au soutien de la Fondation Roi Baudouin, un « Trajet d'apprentissage ». Il vise à construire ensemble et à partir de l'expérience des acteurs de terrain (éducateurs de rue, psychologues ...), des outils et méthodes efficaces et adaptés aux équipes de prise en charge des enfants.

L'un des objectifs visés est de décroiser le travail psychosocial, qui est bien trop souvent l'apanage des psychologues uniquement. « Les enfants qui vivent dans une institution vont développer des relations avec les différents membres d'une équipe. De la cuisinière à l'infirmière, en passant par le gardien, tous ont un rôle à jouer. Comme ils ont vécu des difficultés extrêmes, les jeunes peuvent préférer confier leur grande douleur à la cuisinière plutôt que d'aller voir un psychologue », détaille Hermann. « Nous avons donc développé un modèle dans lequel le travail psychosocial est la responsabilité de tous ceux et toutes celles qui travaillent au sein de l'institution. L'outil par excellence pour rassembler ce que l'enfant a déposé, c'est la réunion d'équipe, qui rassemble tout le monde. Par la suite, un travail plus

profond peut être mis en place avec des professionnels de la santé mentale ».

Suite à ce trajet d'apprentissage, les centres ont mis en place ces réunions d'équipe, ainsi que d'autres changements qui améliorent grandement le travail quotidien et donc, la prise en charge des enfants. L'on peut citer une collaboration accrue entre directions et équipes, ou des synergies développées entre les différentes institutions, notamment à travers une réunion mensuelle des psychologues de chaque centre. Au quotidien, cette approche permet de réduire les ruptures de prise en charge, de renforcer le sentiment de sécurité des jeunes et d'améliorer leurs chances de réintégration familiale, scolaire ou professionnelle.

Un guide de bonnes pratiques

De tout le travail réalisé au cours de ces deux années est né un guide, édité par Terres Rouges, qui recense 12 bonnes pratiques à mettre en œuvre pour un accompagnement psychosocial de qualité. « Cet outil constitue un repère, des références qui peuvent être discutées et appropriées au sein des équipes. Et il ne concerne évidemment pas que Kinshasa : il pourrait aussi être utilisé en Belgique, dans les institutions », précise Eric.

Plus qu'un recueil de principes et d'outils, ce guide vise avant tout à améliorer la qualité de l'accompagnement offert aux enfants. En renforçant les pratiques des équipes, il contribue à créer les conditions nécessaires pour que des jeunes ayant vécu des traumatismes puissent retrouver confiance, reconstruire des liens et se projeter à nouveau dans l'avenir.

Vous souhaitez vous procurer le guide des bonnes pratiques ?

➔ Envoyez votre demande à mdevreux@louvaincooperation.org

BOLIVIE

De nouvelles perspectives pour la jeunesse

À Tarija, dans le sud de la Bolivie, les jeunes retrouvent peu à peu des perspectives. Grâce à un projet mené par Esperanza Bolivie et Louvain Coopération, écoles, entreprises, autorités locales et entrepreneurs unissent leurs forces pour créer des emplois, soutenir l'entrepreneuriat et mieux répondre aux besoins de l'économie locale.



Plus de 700 étudiants formés dans différentes filières (alimentation, tourisme, agriculture...), 200 entrepreneurs, principalement des jeunes et des femmes, accompagnés, une vingtaine de jeunes qui vivent désormais de leur entreprise, 12 établissements techniques mieux équipés... À Tarija, dans le sud de la Bolivie, les perspectives professionnelles des jeunes s'améliorent peu à peu. Derrière ces résultats se trouve l'ONG Esperanza Bolivie qui travaille main dans la main avec Louvain Coopération, grâce à un financement de l'Union européenne. Depuis fin 2023, des passerelles se créent entre formations, entrepreneuriat et besoins des filières économiques locales, afin d'offrir aux jeunes de véritables perspectives d'avenir dans leur région.

Des écosystèmes pour améliorer l'emploi

L'une des clés de voûte de ce projet est la création d'écosystèmes autour de l'emploi, soit des groupements d'acteurs de l'éducation, des secteurs publics et privés, des PME, des jeunes demandeurs d'emploi et du gouvernement municipal, structurés autour d'une filière et qui mettent en place les changements nécessaires à son développement.

« Nous accompagnons ces écosystèmes municipaux dans tout leur processus de création, la définition de leurs objectifs et orientations afin de les rendre autonomes », détaille Cristelle Le Bris, chargée de l'employabilité au sein du département éducation chez Esperanza Bolivie. « Par exemple, un des groupes est axé sur le secteur du tourisme qui revient en force dans la région. Les acteurs se sont donc accordés sur les nouveaux métiers à créer, les besoins en formation... Ils plaident également en faveur de politiques qui soutiennent le tourisme. La même dynamique s'est créée autour de l'agroécologie. »

Des formations soutenues

Le projet agit aussi directement auprès des jeunes, pour les soutenir dans la recherche d'un emploi, ou la création de leur propre entreprise. Des formations autour de l'entrepreneuriat, des compétences comportementales face au travail, du marketing ou encore de la gestion financière leur sont alors proposées. Par ailleurs, les lycées ou instituts techniques sont appuyés, notamment via des dotations de matériel afin d'y améliorer les conditions d'apprentissage. « Ils manquent cruellement de moyens. Certains

profs doivent amener les casseroles ou le gaz pour donner des cours de cuisine ! On a pu constater que ces dotations changeaient énormément de choses. L'un des lycées soutenus qui ne disposait pratiquement d'aucun équipement au départ, a gagné un concours national de cuisine à la suite de la dotation », se souvient encore Cristelle. « Ils reçoivent désormais un véritable apprentissage pratique. Il ne s'agit plus d'un simple diplôme. »

Déployer l'entrepreneuriat des femmes

Des associations d'entrepreneuses bénéficient également de ce projet. Qu'elles soient brodeuses, fromagères ou encore productrices de jambon, elles sont accompagnées pour améliorer leur technique de production et leur accès au marché local ou national. « L'an dernier, on a réussi, avec Louvain Coopération, à faire venir à Tarija un maître jambonnier d'Andalousie qui a donné une formation sur la production de jambon Serrano. C'était super intéressant et, encore aujourd'hui, il suit le projet. On a également suivi un groupement de brodeuses. Elles ont modernisé leurs modèles et, aujourd'hui, leurs créations sont dans des points de vente dans tout le pays ! »

Après le gaz, reconstruire des perspectives d'emploi

Il y a quelques années, la région du sud de la Bolivie était le plus important producteur de gaz et de pétrole du pays. Les revenus de cette production profitaient à tous et fournissaient de l'emploi à de nombreux jeunes. Mais le ralentissement de l'économie a vu chuter cette source de revenus et, avec elle, les possibilités d'emploi. Aujourd'hui, de nombreux jeunes quittent la région pour le Chili ou l'Argentine où ils assurent les saisons agricoles, en quête d'un revenu. Lorsqu'ils rentrent au pays, ils n'ont ni diplôme, ni perspective professionnelle. « Les jeunes qui ont la chance de faire des études se tournent souvent vers la médecine, l'ingénierie... mais nous manquons de profils techniques. Il est donc important d'attirer les jeunes vers les filières techniques », explique encore Cristelle Le Bris. Mais de nombreux centres de formations manquent cruellement de moyens, d'où la volonté du projet de les équiper en matériel de formation adapté.

Soutenir
ce projet





Antoine Ketikila a passé plus de quarante ans aux côtés des jeunes vulnérables de Kinshasa. Depuis 2015, cet enseignant et éducateur spécialisé coordonne les projets de Louvain Coopération dans l'accompagnement des enfants et jeunes en situation de rue. Pour le Devlop', il revient sur sa carrière dédiée à l'amélioration du sort de ces milliers d'enfants.



ENTRETIEN

Antoine Ketikila,
Educateur spécialisé.
KINSHASA

LC : Pourquoi avoir choisi de vous investir auprès des enfants et jeunes vulnérables ?

AK : J'ai découvert ce monde dans mon quartier situé dans la commune de Makala à Kinshasa. J'y ai moi-même vécu ce genre de situation. Plus tard, j'ai été chargé des pratiques professionnelles dans les suivis des étudiants au sein de plusieurs structures. J'ai pris plaisir à m'investir totalement dans l'accompagnement et la formation des jeunes vulnérables.

LC : L'un de vos combats vise à améliorer la prise en charge psychosociale des jeunes. C'est un facteur incontournable de réussite pour leur réinsertion ?

AK : Absolument, la mise en place d'équipes pluridisciplinaires dans les structures socio-éducatives qui accueillent les jeunes en situation difficile est essentielle afin de répondre à leurs besoins croisés (sanitaires, sociaux, psychologiques, juridiques, éducatifs...). Il serait important, par ailleurs, de renforcer le volet « prévention » pour agir en amont, lorsque les jeunes sont encore intégrés socialement.

LC : Quels sont les grands changements survenus au sein de nos projets en termes de prise en charge psychosociale ?

AK : Au départ, aucun psychologue n'était intégré au projet. Et, aujourd'hui, sept y sont employés et accompagnent les jeunes des différents centres partenaires. Par ailleurs, on a beaucoup développé le travail en équipe pluridisciplinaire, les réunions pédagogiques au niveau des centres et la mise en pratique des réunions d'étude de cas. La mise en place d'un guide des bonnes pratiques dans le cadre du Trajet d'Apprentissage avec la supervision de Terres Rouges Bénin (voir page 4)

est une autre grande réalisation. Enfin, l'instauration par l'équipe Louvain Coopération des rencontres interprofessionnelles entre les acteurs des différentes structures a été un autre pas en avant.

LC : Vous-est-il arrivé d'être découragé au cours de votre carrière ?

AK : Oui, à plusieurs reprises. Déçu face à l'abandon de certains projets prometteurs, notamment pour la mise en place d'incubateurs destinés à la formation professionnelle des jeunes. Découragé aussi quand je vois de plus en plus d'enfants en situation de rue... Je pense que cela appelle une remise en question de tout ce qui se fait au sein des différentes structures socio-éducatives.

LC : Que souhaitez-vous aux enfants et jeunes en situation de rue de Kinshasa ?

AK : J'aimerais que nos trois structures partenaires continuent à être soutenues et pourquoi pas en ajouter d'autres car, avec la crise socio-économique qui sévit dans mon pays, le phénomène des enfants et jeunes en situation de rue s'amplifie. Je souhaite également que les structures socio-éducatives soient financées en grande partie par l'État congolais et amplifient le travail social de rue, notamment en termes de prévention.

BÉNIN

Construire un véritable projet de vie

Le Bénin compte également un très grand nombre de jeunes dans le besoin, notamment dans le département du Mono, au sud du pays, qui se caractérise par un taux élevé de chômage et de sous-emploi des jeunes.

« Beaucoup quittent prématurément le système scolaire faute de moyens financiers et ne disposent ni des compétences techniques, ni des ressources nécessaires pour créer leur propre activité. Cette situation pousse de nombreux jeunes à migrer vers les grandes villes ou vers les pays voisins (surtout le Nigeria) ou encore vers l'Occident à la recherche d'opportunités souvent précaires », décrit Arielle Dossou, directrice de CJA (Carrefour Jeunesse Afrique), partenaire de Louvain Coopération. « Pourtant, ces jeunes ont énormément de potentiel. Lorsqu'ils bénéficient d'une formation adaptée,

d'un accompagnement personnalisé et d'un appui à l'installation, ils réussissent à développer des activités rémunératrices et deviennent des acteurs du développement local. »

De l'orientation à l'insertion

Louvain Coopération et CJA déploient tout un parcours d'accompagnement des jeunes qui vise bien plus que l'accès à un emploi. Il s'agit aussi de permettre aux jeunes de retrouver confiance en eux et de construire un projet professionnel durable.

Tout commence par un service d'écoute, d'orientation et d'accompagnement psychosocial, qui aide chaque jeune à construire son

projet professionnel. Viennent ensuite des formations qualifiantes et, pour certains, entrepreneuriales. Pour éviter que les difficultés financières ne provoquent un nouvel abandon, une



SUD-KIVU

À Walungu, cultiver les compétences pour faire grandir l'emploi

Au Sud-Kivu, l'insertion professionnelle des jeunes reste un défi majeur. Faute d'opportunité d'emplois en ville, l'agriculture représente alors une opportunité pour gagner sa vie, à condition de disposer des compétences techniques et entrepreneuriales nécessaires pour en tirer un revenu décent.



Depuis 2022, Louvain Coopération et ses partenaires travaillent avec des lycées techniques agricoles de la région de Walungu, afin d'améliorer les formations qui y sont proposées. Cet appui vise quatre lycées et les 486 élèves inscrits en techniques agricoles et vétérinaires. « Nous contribuons notamment à l'amélioration de leurs unités de démonstration. Elles sont progressivement devenues de véritables espaces d'apprentissage où les jeunes acquièrent des compétences directement mobilisables pour leur insertion professionnelle. Nous avons par exemple réhabilité un clapier pour l'élevage de lapins dans l'école de Muku, acheté un verrat pour la porcherie de l'école de Cihérano, formé les élèves à la mise en place d'un macro-propagateur des rejets sains du bananier ... », détaille Olivier Matumaini, Responsable Systèmes Ali-

mentaires Durables pour Louvain Coopération au Sud-Kivu. « Nous proposons, par ailleurs, des formations aux professeurs et responsables des établissements afin de développer, avec eux, un plan de formation continue ».

Au terme de leur formation, les élèves diplômés qui démarrent une activité économique dans les domaines de l'économie circulaire ou de l'agroécologie sont suivis et appuyés par notre partenaire local en tant que jeunes micro-entrepreneurs. L'objectif est de soutenir le développement de leurs initiatives, mais aussi d'analyser les formations agricoles et vétérinaires les plus porteuses.

Plus d'élèves, plus de filles diplômées, plus d'opportunités

Après quatre années de projet, Louvain Coopération a mené une étude afin d'analyser l'efficacité de ses actions et les améliorations constatées pour les jeunes. Elle révèle que les enseignants ont amélioré leurs pratiques pédagogiques, en particulier l'intégration des travaux pratiques et l'utilisation des unités de démonstration et de production. Par ailleurs, les inscriptions ont augmenté significativement dans ces écoles.

2021-22 2025-26
401 → 606
ÉLÈVES
48 → 99
DIPLOMÉS
+51%
DE FILLES

Ces résultats ont été obtenus dans un contexte marqué par l'insécurité et les difficultés économiques qui affectent le Sud-Kivu, sans interruption des activités dans les quatre écoles partenaires. « L'expérience de Walungu montre qu'une formation continue des enseignants, adaptée au contexte et construite avec eux, peut réellement améliorer la qualité de l'enseignement technique et l'insertion des jeunes », conclut Olivier Matumaini.

Consulter cette étude dans son intégralité



Soutenir ce projet



aide alimentaire peut également être proposée pendant la formation, tandis que les frais liés aux certifications sont pris en charge.

« Nous proposons un accompagnement holistique qui prend en compte les dimensions sociales, psychologiques et économiques de chaque jeune. Nous les aidons à construire un véritable projet de vie et à devenir autonomes, ce qui fait toute la différence. »

Un accompagnement spécifique pour les filles

Pour les jeunes femmes, le chemin pour accéder au monde du travail est parsemé d'obstacles supplémentaires. Pesanteurs socio-culturelles, stéréotypes de genre, mariages

et grossesses précoces, accès limité à certains métiers traditionnellement masculins...

À cela s'ajoutent parfois des difficultés financières ou un manque de soutien familial qui les contraignent à abandonner leur formation.

« CJA met en place un accompagnement spécifique qui prend en compte leurs besoins, renforce leur confiance en elles et favorise leur autonomie économique. Des projets spécifiquement destinés aux filles sont développés afin de leur ouvrir davantage de possibilités de formation et d'insertion », explique encore Arielle.

Faire face à la demande

Aujourd'hui, CJA fait face à une demande croissante de jeunes qui souhaitent être accompa-

gnés, à laquelle elle ne peut répondre faute de moyens suffisants. Mais l'association veut aller de l'avant. « CJA ambitionne de mobiliser davantage de partenaires et de ressources pour renforcer son offre de formation, développer l'accompagnement à la création d'entreprises et favoriser une insertion professionnelle durable des jeunes, en particulier des jeunes filles en situation de vulnérabilité. Il ne s'agit pas uniquement de leur donner un métier, mais de leur redonner confiance, leur permettre de croire en leur potentiel et de devenir acteur et actrice de leur avenir. »

Soutenir ce projet



HAÏTI

De la rue à un nouvel avenir

En Haïti, on estime que 200 000 enfants vivent dans des conditions extrêmement précaires. Certains ont fui les violences ou les abus, d'autres cherchent simplement de quoi manger ou gagner un peu d'argent. À Jacmel, dans le sud-est du pays, notre partenaire, le RESEDH, les accompagne pour leur permettre d'envisager un autre avenir.



Il y a quelques années, le phénomène des enfants en situation de rue concernait principalement la capitale haïtienne, Port-au-Prince. Mais aujourd'hui, la crise économique et politique a amplifié et élargi ce phénomène à l'ensemble du pays. À Jacmel, dans le sud-est, le RESEDH (Réseau Sud Est de la défense des droits humains) accompagne ces jeunes depuis dix ans.

Les trajectoires qui mènent ces enfants jusqu'à la rue sont multiples. « Certains sont placés en domesticité : leurs parents les confient par exemple à des marchands pour qu'ils travaillent. Bien souvent, ces enfants subissent des abus et des violences. Ils fuient alors cette situation et se retrouvent dans la rue », explique Jetho Pierre-Paul, coordinateur du RESEDH.

D'autres jeunes viennent de Port-au-Prince dans l'espoir de trouver un environnement moins difficile, loin de la violence des gangs qui sévissent dans la capitale. Enfin, certains ont encore une famille, mais vivent dans une telle précarité qu'ils doivent chercher de l'argent ou de la nourriture dans la rue plutôt que d'aller à l'école.



« Tous ces jeunes sont très vulnérables et particulièrement exposés au recrutement par les groupes armés. Nous œuvrons donc chaque jour avec eux pour leur éviter cela », confie encore Jetho.

Se former pour changer d'avenir

Pour accompagner ces jeunes et leur permettre de se construire un avenir différent, le RESEDH leur propose des formations sur le leadership, et les informe sur leurs droits. À l'instar des initiatives kinoises, ici aussi l'avenir de ces jeunes passent par la formation et l'insertion socioprofessionnelle. « Plusieurs types d'activités professionnelles leur sont proposées. Ce sont les jeunes eux-mêmes qui choisissent leur orientation et nous les accompagnons dans leur choix. Au terme de ces formations, certains veulent retourner à l'école pour avoir leur baccalauréat. D'autres, peuvent ensuite se tourner vers des formations plus complètes. » L'objectif : leur permettre de développer des compétences, de trouver un emploi et de gagner progressivement en autonomie.

Mais le RESEDH travaille aussi avec les jeunes en amont, pour leur éviter de « tomber » dans la rue. Des clubs de jeunes et d'enfants sont mis en place au sein des communautés, ils organisent des campagnes de sensibilisation sur les dangers de la vie en rue.

Faire perdurer les actions du RESEDH

À partir de janvier 2027, ce programme d'appui au RESEDH mis en oeuvre par Louvain Coopération sur financement de l'État belge prendra fin. En effet, Louvain Coopération poursuivra ses actions en Haïti, en orientant son soutien vers une autre région et de nouvelles organisations partenaires.

Pour poursuivre ce soutien essentiel aux jeunes, le RESEDH veut consolider son autonomie financière. L'association a donc développé un projet qui repose sur une double ambition : créer une nouvelle source de revenus et offrir aux jeunes un lieu où ils pourront se former à la transformation des produits agricoles.

« Nous avons une grande expertise dans la production de jus, de chips, de différentes farines... Nous voulons donc mettre sur pied un petit centre de transformation et de vente de ces produits sur le marché local. Cette structure servira aussi de lieu de formation pour les jeunes qui souhaitent travailler dans ce domaine. Notre prochain défi est de financer ce centre pour assurer notre avenir et, à travers nous, celui des centaines de jeunes que nous encadrons chaque année. »

Soutenir
ce projet



Des enfants en prison

Dans leur grande vulnérabilité, certains enfants et jeunes en situation de rue peuvent être amenés à enfreindre la loi, notamment en commettant des vols ou des actes de violence. Certains se retrouvent alors en prison. Là aussi, le RESEDH veut être présent pour eux. « Nous travaillons déjà pour améliorer les droits de ces enfants incarcérés car leurs conditions de détention sont extrême-

ment difficiles. À Jacmel, ils sont placés dans des prisons pour adultes, ne sont pas nourris correctement, n'ont pas accès aux soins, ne peuvent pas communiquer avec leurs proches... », détaille le Coordinateur du RESEDH. L'association apporte donc médicaments et soins au sein des prisons, ainsi qu'un soutien psychosocial avec un psychologue et des assistants sociaux.

Pour préparer l'après, les jeunes incarcérés ont aussi accès à des formations professionnelles. « Lorsqu'ils sortent, nous essayons de les placer dans une famille d'accueil et de les envoyer à l'école ou vers une formation professionnelle. Nous prenons tout en charge pour eux, pour changer leur histoire... »

Un nouveau chemin, une autre histoire

HAÏTI
Jerry Antoine



« Lorsque j'avais 13 ans, je vivais chez ma tante mais c'était très difficile. On ne s'occupait pas de moi et j'avais souvent faim. Un soir, avec un copain, on est rentré dans un restaurant après sa fermeture pour trouver à manger. Mais on s'est enfermés à l'intérieur et quand le propriétaire nous a retrouvés le lendemain, il a appelé la police. On a été arrêtés puis placés en détention à la prison civile de Jacmel. Quand j'étais en prison, le RESEDH m'a beaucoup soutenu. Un psychologue venait me voir et je recevais de la nourriture, du savon... Un avocat a assuré ma défense et a finalement obtenu ma libération. À ma sortie, j'ai été placé dans une famille d'accueil et je suis retourné à l'école. Cette année, je vais passer mon baccalauréat ! »

BOLIVIE
Carolina



Carolina est une jeune mère de famille de Tarija (Bolivie). Sans ressource, sans formation, elle a dû se débrouiller pour trouver un revenu et devenir indépendante afin de s'éloigner de son ex-compagnon violent. Elle s'est alors inscrite dans une formation en production laitière, proposée par notre partenaire, Esperanza Bolivia, qui lui a permis de créer son entreprise de yaourts grecs. Aujourd'hui, Carolina élève seule sa fille, vit pleinement de son entreprise et est présente dans tous les marchés de la région. Elle cherche continuellement à s'améliorer et est devenue formatrice pour d'autres femmes en quête d'indépendance.

BÉNIN
Viviane



« Je m'appelle Viviane, j'ai 20 ans et je suis originaire de Comè. Après le décès de mon père, puis de ma mère malade, j'ai dû abandonner l'école en classe de 6^e pour vendre de l'ablo (petit gâteau) dans la rue afin de subvenir à mes besoins. Ma vie a changé lorsqu'un relais communautaire de CJA m'a orientée vers le service d'écoute. J'y ai choisi d'apprendre la couture. Tout au long de ma formation, CJA et ses partenaires m'ont accompagnée en prenant en charge mes petits-déjeuners, mes produits d'hygiène, les frais de mon CQM (Certificat de Qualification aux Métiers), des outils de travail et un kit d'installation. Aujourd'hui, je dirige mon propre atelier de couture et je forme cinq apprenties. Grâce à l'accompagnement, je suis devenue autonome et je me construis un avenir meilleur. »

RDC
Bonane



« Je suis diplômé de l'Institut Technique Agricole de Karhagwa à Walungu. J'élève des porcs depuis quelques années, mais je n'avais au départ aucune perspective dans cette activité. Grâce aux formations reçues en entrepreneuriat, en marketing, en élaboration de plans d'affaires, en agriculture orientée vers le marché et en conduite de l'élevage porcin, j'ai appris à gérer mes activités autrement. J'ai compris que l'élevage pouvait devenir une véritable entreprise et une source durable de revenus. Aujourd'hui, je possède quatre porcs reproducteurs et j'ai également pris en location un terrain d'environ 10 ares où je pratique le maraîchage. Les résidus de ma porcherie sont valorisés dans mes cultures, cela réduit certains coûts et améliore la fertilité de mes sols. Les revenus issus de la vente des porcelets m'aident à couvrir mes besoins, à alimenter mon élevage et à épargner pour l'avenir. J'ambitionne de devenir un fournisseur reconnu de porcelets dans mon milieu et, à long terme, de créer une boucherie-charcuterie moderne. »

Pour chaque nouveau
contrat d'assurance
habitation,
nous reversons
5 % de la prime
à Louvain
Coopération.

Souscrivez à une assurance
habitation sur newb.coop

Votre choix pour une finance éthique et durable



Douze projets répartis dans sept pays

Il y a quelques mois, Louvain Coopération a soumis une proposition de programme pour les cinq prochaines années à la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) de l'État belge. Fin octobre, la DGD se positionnera et décidera des actions qu'elle financera et à quelle hauteur. Voici un résumé de ce que nous souhaitons mettre en place à l'avenir pour répondre aux besoins des populations soutenues.

BÉNIN

Renforcer la cohésion des territoires

Dans les territoires urbains et périurbains du **corridor littoral béninois**, Louvain Coopération et ses partenaires agiront pour renforcer la **stabilité, la cohésion sociale et la résilience des communautés**.

Le programme soutiendra l'**agentivité des jeunes et des femmes**, en améliorant leur accès à la formation et aux opportunités d'insertion socio-économique. Il renforcera également leur participation à la vie citoyenne et aux décisions qui concernent leur territoire.

BÉNIN-TOGO

Préserver les écosystèmes et les communautés du bassin du Mono

Dans la **Réserve de Biosphère Transfrontalière du Mono**, Louvain Coopération et ses partenaires renforceront la **résilience climatique des populations vulnérables** tout en préservant la biodiversité. Parce que les enjeux environnementaux ne s'arrêtent pas aux frontières, le projet renforcera la **gouvernance locale et transfrontalière** et la concertation entre les communautés, les organisations de la société civile et les institutions du Bénin et du Togo. Cette coopération permettra de mieux anticiper les effets du changement climatique et de protéger durablement les ressources du bassin.

BÉNIN

Des systèmes alimentaires durables pour améliorer le bien-être et la santé

Au Nord-Bénin, Louvain Coopération et ses partenaires accompagneront les populations, en particulier **les femmes et les jeunes**, vers des systèmes alimentaires plus durables, afin d'améliorer à la fois la **sécurité alimentaire, les revenus et la santé**.

Le programme soutiendra la transition agroécologique par des pratiques permettant de mieux préserver les sols et les ressources naturelles. Des actions en nutrition, le développement de marchés locaux et le dialogue entre les différents acteurs contribueront à créer un environnement alimentaire plus favorable.

HAÏTI

Renforcer la résilience et le pouvoir d'agir des communautés

Dans le **Grand Nord d'Haïti**, le programme accompagnera la **transition vers des systèmes alimentaires durables**, notamment par l'agroécologie et la restauration des ressources naturelles, afin de mieux faire face aux changements climatiques. Il développera également des **opportunités d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat** pour les jeunes et les femmes. Enfin, le renforcement de la gouvernance participative et de l'action collective permettra aux communautés de mieux **défendre leurs droits et de participer aux décisions** qui façonnent leur territoire.

BURUNDI

Renforcer la résilience climatique des communautés rurales

Dans les **paysages de Mumirwa et de Buragane-Moso**, Louvain Coopération et ses partenaires renforceront la résilience des communautés rurales face aux changements climatiques. Le programme soutiendra des systèmes alimentaires durables, notamment par l'agroécologie, l'entrepreneuriat et l'accès à l'épargne et au crédit.

La **protection des ressources naturelles** sera également renforcée à travers la restauration des bassins versants, la préservation de la biodiversité et une meilleure gestion de l'eau. **Les femmes et les jeunes** seront particulièrement soutenus afin de participer aux décisions et de bénéficier de nouvelles opportunités économiques.

BOLIVIE

Une meilleure santé pour les jeunes et les femmes

Dans l'**Altiplano bolivien**, Louvain Coopération et ses partenaires renforceront l'accès des jeunes et des femmes à des services de santé **intégrés et de qualité**, notamment en matière de **santé mentale, de santé et droits sexuels et reproductifs et de violences basées sur le genre**.

Le programme renforcera les compétences des professionnels de santé et des acteurs éducatifs et améliorera la coordination des services.

Le projet soutiendra également les organisations et réseaux communautaires afin de renforcer la participation citoyenne et de faire évoluer les normes sociales. L'objectif est un système de santé plus **équitable, inclusif et résilient**, capable de mieux répondre aux besoins des populations.

BOLIVIE

HAÏTI

BÉNIN

BURUNDI

BELGIQUE

BELGIQUE

Développer l’agentivité des jeunes

En Belgique, Louvain Coopération et ses partenaires accompagneront **les étudiants dans le développement de leur esprit critique et de leur agentivité**, c’est-à-dire leur capacité à se sentir capables d’agir et à participer aux changements de société.

Dans les établissements d’enseignement supérieur, des espaces de dialogue réuniront étudiants, chercheurs et acteurs de la société civile, en Belgique et dans les pays partenaires. Le programme valorisera les savoirs et expériences des personnes moins entendues et soutiendra les **engagements étudiants**, individuels et collectifs, pour contribuer à une société plus inclusive et démocratique.

RDC

Des systèmes alimentaires durables pour préserver les écosystèmes

Au Kongo-Central et au Nord-Kivu, Louvain Coopération et ses partenaires renforceront la résilience des communautés rurales tout en contribuant à la protection du **Bassin du Congo**.

Le programme encouragera l’agroécologie, l’agroforesterie, l’apiculture et l’aquaculture, et soutiendra les coopératives et petites entreprises dans le développement **de chaînes de valeur créatrices d’emplois verts**. Les communautés seront également impliquées dans la gestion durable des ressources naturelles et des aires protégées.

RDC

Construire un système de santé plus inclusif et résilient

À Kinshasa, Louvain Coopération et ses partenaires contribueront à construire un système de santé **plus intégré, résilient et accessible**, capable de mieux répondre aux besoins de la population.

Le programme renforcera la collaboration entre communautés, autorités sanitaires, professionnels de santé, universités et secteur privé. Une attention particulière sera portée à la **santé mentale, à la santé sexuelle et reproductive et à la lutte contre les violences basées sur le genre**. Cette dynamique contribuera à des soins davantage **centrés sur la personne**.

BURUNDI

Une santé plus inclusive

Dans la **province de Butanyerera**, Louvain Coopération et ses partenaires contribueront à améliorer la santé physique, mentale et sociale des populations.

Le programme **renforcera les compétences** des professionnels de santé, des agents communautaires et des enseignants en matière de **santé mentale**, tout en luttant contre la stigmatisation. Il renforcera également les **mutuelles de santé** pour faciliter l’accès aux soins et développera des actions de prévention sur les maladies non transmissibles, la santé sexuelle et reproductive et les violences basées sur le genre. Des groupes de parole favoriseront notamment une **masculinité positive**.

RDC

Donner aux jeunes les moyens d’agir

À Kinshasa, Louvain Coopération et ses partenaires renforceront la stabilité et la cohésion sociale en donnant davantage de possibilités d’agir aux jeunes les plus vulnérables.

Les jeunes en situation de rue bénéficieront de formations professionnelles, d’un accompagnement à l’entrepreneuriat et d’un accès aux chaînes de valeur locales.

Les jeunes universitaires seront également mobilisés comme acteurs de dialogue entre les jeunes en situation de rue et les institutions. Ensemble, ils contribueront à faire entendre les réalités vécues et à porter des propositions auprès des autorités locales. Le programme favorisera ainsi une **gouvernance plus inclusive et participative**, au service de la cohésion sociale.

MADAGASCAR

Des systèmes alimentaires durables pour préserver les écosystèmes naturels

Dans le corridor **Marovoay–Mahajanga II et la baie de Bombetoka**, Louvain Coopération et ses partenaires renforceront les moyens d’existence des communautés rurales vulnérables.

Le programme accompagnera les producteurs vers des **pratiques agricoles durables et adaptées au climat**, tout en développant des chaînes de valeur créatrices de revenus et d’emplois verts. Les communautés seront également renforcées dans leurs compétences et leur agentivité pour participer à la gestion des ressources naturelles et à la gouvernance de leur territoire.

Ces actions contribueront à réduire les pressions sur les mangroves, les aires protégées et les écosystèmes côtiers, et ainsi à **préserver durablement la biodiversité et le climat**.

Un cadre de travail plus strict

Pour ce nouveau programme quinquennal, la DGD et le ministère des affaires étrangères ont émis des conditions inédites. Les projets présentés doivent en effet répondre impérativement à au moins une des trois priorités politiques du Ministre Maxime Prévot : Santé globale, Stabilité, Climat et Ressources naturelles. Par ailleurs, une diminution de 25% des subsides dans le secteur pour le prochain programme 27-31 a été annoncée par le gouvernement Arizona.

Afin de rester aligné à notre plan stratégique et répondre aux exigences de notre bailleur, nous avons dû faire des choix géographiques et thématiques. Certaines zones d’interventions passées de Louvain Coopération ne sont pas reprises dans ce programme ; mais nous pourrions tout de même y poursuivre des projets à l’avenir, grâce à d’autres sources de financements hors DGD.

Louvain Coopération, ONG universitaire

De l’innovation locale au changement systémique par la gestion des savoirs, dans tous ses projets, Louvain Coopération, en tant qu’ONG universitaire, mise sur la recherche-action et le partage des expériences. Les solutions développées avec les communautés et partenaires sont testées, documentées et partagées avec les acteurs locaux, les universités et les décideurs. L’objectif : faire circuler les connaissances, renforcer les pratiques et favoriser la diffusion des solutions qui fonctionnent, pour amplifier leur impact au-delà des territoires où elles sont nées.

Des projets cofinancés

Les projets sélectionnés par la DGD se voient subsidiés suivant un mécanisme de co-financement. C’est-à-dire que les subsides couvrent environ 80% des dépenses et qu’il revient à Louvain Coopération d’amener les 20% restants, grâce, notamment, à la générosité de ses donateurs.

Huit années à la barre de Louvain Coopération

Après avoir accompagné l'ONG dans une période charnière, **Thierry de Waha** clôture son mandat de président de Louvain Coopération. Il revient sur les défis traversés, les avancées réalisées et les ambitions qu'il nourrit pour l'avenir.

LC : Quelle a été, à la base, la motivation de votre engagement envers Louvain Coopération ?

TDW : Au départ, mon engagement était presque le fruit du hasard. J'ai rejoint le Conseil d'administration sans vraiment connaître le fonctionnement d'une ONG universitaire et je me suis d'abord peu impliqué. C'est en 2012, lorsque j'ai quitté les Relations internationales de l'UCLouvain pour les Ressources humaines, que j'ai choisi de m'investir davantage. La crise financière de 2016-2017 a ensuite été un tournant : comme administrateur délégué, j'ai découvert la réalité du travail des équipes et de la gestion de l'ONG. Lorsque le Conseil d'Administration m'a proposé de reprendre la présidence en 2018, cette expérience m'avait convaincu de poursuivre l'aventure.

LC : La présidence de LC a-t-elle été une expérience positive ?

TDW : Incontestablement. Ces huit années m'ont énormément appris, tant sur le plan humain que sur les aspects techniques et réglementaires du fonctionnement d'une ONG. Le rôle de président consiste surtout à concilier les points de vue, anticiper les difficultés et rester attentif aux risques. C'est une fonction exigeante, parfois frustrante parce qu'elle impose de rester en retrait, mais cette frustration est largement compensée par la satisfaction de voir le « navire » avancer dans la bonne direction.

‘
Le maître-mot
est l'innovation
,

LC : Quels sont les accomplissements dont vous êtes le plus fier ?

TDW : Je retiens avant tout la qualité des relations construites au sein du Conseil d'administration, avec la direction et avec les équipes. Je pense que nous avons réussi à créer un climat propice au dialogue et à la collaboration. Je suis également heureux d'avoir contribué à faire progresser la réflexion sur la spécificité universitaire de Louvain Coopération. Ce chantier n'est jamais terminé, mais il est aujourd'hui au cœur du plan stratégique et constitue, à mes yeux, une clé de l'avenir de l'ONG.

LC : Quels ont été les plus grands défis de votre présidence ?

TDW : Sans hésiter, le premier défi a été de remettre Louvain Coopération sur les rails après la crise de 2016-2017, tant sur le plan financier que des ressources humaines. Le second a été le dossier Uni4Coop (Consortium des quatre ONG



universitaire francophones) et les réflexions sur l'avenir des ONG universitaires. Ces discussions ont confirmé l'importance, pour Louvain Coopération, d'affirmer son identité propre tout en restant attentive aux évolutions du secteur.

LC : Comment qualifieriez-vous la relation entre Louvain Coopération et l'UCLouvain ?

TDW : Les relations avec l'université se sont renforcées au fil des années. Au-delà des liens institutionnels, les collaborations avec les chercheurs, les enseignants et les étudiants sont de plus en plus nombreuses, au point que ce sont désormais souvent les membres de la communauté universitaire qui viennent vers Louvain Coopération. L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, ainsi que le développement de la recherche, sont des leviers essentiels pour affirmer cette spécificité universitaire.

LC : Comment Louvain Coopération pourrait-elle tirer son épingle du jeu ?

TDW : Le maître-mot est l'innovation. Louvain Coopération devra continuer à faire preuve de créativité : valoriser les opportunités offertes par ses financements, renforcer sa spécificité universitaire et explorer de nouvelles pistes de développement. Les ONG universitaires ont un rôle particulier à jouer pour rapprocher les universités du Nord et du Sud, faire émerger de nouveaux savoirs et contribuer aux grandes transitions auxquelles nos sociétés sont confrontées.



PORTRAIT

Une nouvelle présidente pour LC

En juin 2026, **Monique Goyens** a repris la présidence de l'Organe d'Administration de Louvain Coopération. Cette juriste de formation a été durant dix ans au service de la Commission Universitaire pour le Développement, du CIUF (Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (CIUF)). Un investissement au cours duquel Monique a pu prendre conscience des enjeux, des opportunités mais aussi des vulnérabilités de la coopération internationale. Après avoir quitté la CUD, elle a continué à s'engager à titre bénévole en tant que présidente d'ACODEV jusqu'en 2016.

La plus grande partie de sa carrière ait été consacrée à la protection des consommateurs au sein du BEUC (The European Consumer Organisation), grâce auquel, entre autres, les frais de roaming au sein de l'UE ont été supprimés et les droits des passagers d'avions améliorés. Le fil conducteur de ses engagements professionnels a toujours été celui d'une approche concrète et pragmatique qui améliore les conditions de vie de la population, au Nord comme au Sud. Désormais, en tant que "jeune retraitée", elle souhaite mettre ses compétences professionnelles à la disposition des causes qui lui ont été chères durant sa carrière et qui restent importantes pour elle.



ALL : un nouvel espace pour comprendre le monde et agir autrement

Face aux crises qui traversent notre époque – dérèglement climatique, inégalités, fractures sociales, héritages coloniaux – il devient essentiel de mieux comprendre le monde qui nous entoure pour pouvoir y prendre part. C’est dans cette perspective que Louvain Coopération lance **ALL (Agency and Learning Lab)**, un laboratoire d’apprentissage, de réflexion et d’action pour les jeunes.

Issu de l’évolution de notre service d’Éducation Citoyenne, ALL dépasse aujourd’hui le cadre d’une offre pédagogique classique, il devient un lieu où les savoirs se rencontrent, se questionnent et se construisent collectivement. Son ambition : **donner à chacun et chacune les clés pour développer son pouvoir d’agir**, ou « **agentivité** », c’est-à-dire la capacité à comprendre les enjeux qui nous entourent, à se positionner et à contribuer à des changements collectifs.

Apprendre pour mieux agir

ALL part d’une conviction simple : les transformations sociales nécessitent l’implication de personnes capables de porter un regard critique sur les réalités qui les entourent, de dialoguer avec une pluralité de perspectives et d’imaginer collectivement des réponses nouvelles.

À travers des conférences, des ateliers, des formations, des rencontres et des projets collectifs, ALL propose des espaces pour explorer les grands enjeux de société, développer des connaissances, des compétences et un pouvoir d’agir, et de passer de la réflexion à l’action.



Des productions pour nourrir le débat

Les réflexions, expérimentations et apprentissages développés au sein d’ALL ont vocation à être partagés largement. Ils pourront prendre des formes variées – **revue d’éducation permanente, productions artistiques, outils pédagogiques, podcasts, expositions, vidéos ou autres créations** – afin de toucher des publics divers et faire circuler les connaissances au-delà des espaces de formation.

“
Les clés
pour développer
son pouvoir d’agir
”

Parce qu’aucun changement durable ne peut émerger d’un seul point de vue, ALL accorde une place centrale à la **diversité des expériences et des savoirs**. Le laboratoire crée des espaces où les savoirs académiques, les expériences de terrain et les savoirs situés (produits à partir d’une perspective spécifique - Donna Haraway) peuvent se rencontrer, se questionner et s’enrichir mutuellement. Cette démarche se prolonge à travers une **nouvelle revue d’éducation permanente**, pensée comme un espace de dialogue, de réflexion et de diffusion de connaissances. Elle donnera à lire des voix, des expériences et des réflexions encore trop peu présentes dans les espaces traditionnels de production et de diffusion des savoirs. Études, récits, analyses et contributions feront ainsi circuler des perspectives plurielles et nourriront une réflexion collective sur les enjeux de société. La revue sera aussi un espace où les expériences vécues dans les différents projets et ac-

tivités d’ALL pourront devenir des **sources de connaissance à part entière**. Participer à un projet, une mobilité ou un parcours ne constituera plus seulement une expérience personnelle : les apprentissages qui en émergent pourront être partagés, discutés et mis en dialogue avec d’autres expériences, afin de contribuer à la construction de savoirs collectifs.

Un espace ouvert à toutes et tous

Pensé dans un premier temps autour de la communauté universitaire, ALL s’adresse plus largement à toute personne qui souhaite mieux comprendre les enjeux de société, développer son esprit critique et renforcer son pouvoir d’agir.

Étudiant·es, membres d’associations, professionnel·les ou citoyen·nes curieux·ses : chacun·e peut y trouver un espace pour apprendre, échanger, questionner ses pratiques, construire des réponses collectives et expérimenter de nouvelles manières de s’engager.



À NOTER

Le 13 novembre à 18h00, rejoignez-nous à la Bellone pour la soirée de lancement de l’Agency and Learning Lab.

Plus d’informations en page 15.



VOS IMPRESSIONS PRO EN QUELQUES CLICS

Documents A4, rapports, présentations, dossiers ou supports de formation: uploadez vos PDF et nous nous occupons du reste.



Simple, rapide et sans attente en magasin.



UPLOADEZ
COMMANDEZ
C'EST IMPRIMÉ !



COMMANDEZ VOS
IMPRESSIONS EN LIGNE
SANS ATTENDRE

ciacopy.ciaco.coop

Le Vilar SAISON 26·27

28 SPECTACLES POUR PENSER
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Les Veilleuses

Capsule

Barber Shop Chronicles

La Sœur de Jésus-Christ

Le Groupe de l'Ouest lointain

... et bien d'autres !

Plongez dans la création
à Louvain-la-Neuve !

LEVILAR.BE • 0800 25 325

[THÉÂTRE]
04.11



Poumons

19h | Théâtre Blocry
(Louvain-la-Neuve)

En partenariat avec Le Vilar, nous vous invitons à découvrir Poumons, une comédie dramatique aussi drôle que bouleversante. Faire ou ne pas faire d'enfant dans un monde traversé par les crises climatiques ? Entre raison, sentiments, éco-anxiété et désir de parentalité, la pièce plonge au cœur de l'histoire d'un couple en quête d'avenir. Après son succès en janvier 2025 au Théâtre Blocry, la pièce britannique revient à Louvain-la-Neuve avant sa tournée en Wallonie. L'intégralité des bénéfices de cette représentation sera reversée aux projets de Louvain Coopération.



[INAUGURATION]
13.11

ALL – Agency and Learning Lab

18h00 | La Bellone (Bruxelles)

Nous vous invitons à l'inauguration de notre nouveau laboratoire d'agentivité et d'apprentissages collectifs : Agency and Learning Lab – ALL. Pour l'occasion, nous vous proposons une traversée entre mots, voix, gestes et rencontres. Une soirée où les formes artistiques se croisent et où les regards se déplacent. Venez découvrir ALL en le vivant.



**Retrouvez tous nos événements
sur notre site internet**



[CONFÉRENCE]
26.11



L'approche psychosociale au cœur de l'insertion des enfants en situation de rue

18h30 | UCLouvain
(Louvain-la-Neuve)

Comment accompagner durablement les enfants en situation de rue vers un parcours d'insertion ? Au-delà de l'accès à l'école, à la formation ou à l'emploi, l'accompagnement psychosocial joue un rôle essentiel pour reconstruire la confiance, les liens sociaux et la capacité à se projeter. À travers une conférence et des panels réunissant professionnels de terrain et experts, nous explorerons les enjeux et les pratiques de l'accompagnement psychosocial des enfants en situation de rue. Une rencontre pour croiser les regards et repenser l'insertion comme un processus, au-delà de la simple sortie de la rue.



27.11 > 20.12

Louvain-la-Neige

Place de l'université
(Louvain-la-Neuve)

À l'approche des fêtes, retrouvez-nous au Marché de Noël de Louvain-la-Neuve ! Nous vous accueillerons dans notre chalet « pop-up » sur la Place de l'Université. Venez échanger avec notre équipe, découvrir nos actions et dénicher quelques douceurs et idées de cadeaux solidaires pour les fêtes. Les dates exactes de notre présence seront communiquées ultérieurement.

Opération 11.11.11

05 > 15.11

L'Opération 11.11.11 est la plus grande récolte de fonds en Belgique pour le développement des pays du Sud global.

Depuis 60 ans, elle est organisée par le Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11). C'est à travers elle que la population belge aide à financer la mise en place des programmes de développement portés par une trentaine d'ONG belges en Afrique, Asie et Amérique latine.

Chaque année, Louvain Coopération participe en vendant des produits solidaires pour financer ses projets.

CNCD

11.11.11



**Ne manquez rien
de nos actualités et
projets :
inscrivez-vous
à notre Newsletter**



**Vous m'avez lu
et trouvé intéressant ?
Ne me jetez pas !**



LAISSEZ UNE TRACE...

Penser à sa succession, ce n'est pas seulement une démarche juridique. C'est aussi un acte de transmission, de sens et de valeurs.

En Belgique, il existe de nombreux dispositifs pour organiser cet héritage, mais ils restent souvent méconnus.

En choisissant d'inclure Louvain Coopération dans votre testament, vous posez un geste fort : vous protégez vos proches et vous soutenez durablement des projets porteurs de changement. Grâce au mécanisme du legs en duo, vos héritiers bénéficient d'une réduction des droits de succession, pris en charge par l'association, tandis que votre engagement continue à avoir un impact bien au-delà de votre vie.

Parce qu'un héritage peut être bien plus qu'un patrimoine : il peut devenir un acte de solidarité.

Informations et accompagnement :

**Contactez votre notaire ou Louvain Coopération :
pmiller@louvaincooperation.org ou 010 390 304.**



‘

J'AI PARCOURU UN LONG CHEMIN

Quand le RESEDH m'a rencontré, j'avais 14 ans, je vivais dans la rue et je gagnais ma vie en mendiant et en nettoyant les voitures. J'avais dû abandonner l'école. Grâce à l'accompagnement du RESEDH, j'ai pu reprendre mes études et aller jusqu'en classe de Philosophie (Terminale). Quand je n'ai pas réussi mon bac, je n'ai pas voulu abandonner. Je me suis formé en construction métallique et j'ai obtenu mon diplôme. Aujourd'hui, je veux travailler, gagner ma vie et devenir autonome. Je sais que le chemin est encore long, mais je sais aussi que j'en suis capable.

’

**STEEVE, 24 ANS,
HAÏTI**

Les chemins vers l'autonomie

Pour poursuivre son accompagnement des jeunes et devenir financièrement autonome, le RESEDH veut développer de nouvelles sources de revenus grâce à la transformation de produits agricoles, à l'imprimerie et à la sérigraphie. Ces activités permettront aussi aux jeunes de se former et d'acquérir des compétences professionnelles.

OBJECTIF :
10 000 €

Aidez le RESEDH à construire son autonomie et à continuer d'ouvrir des perspectives pour les jeunes qu'il accompagne.

Faites un don maintenant.
La solidarité soigne et protège des vies.
BE28 7323 3319 1920



DE TOUT CŒUR, MERCI !